



PRÉFET DU HAUT-RHIN

*Liberté
Égalité
Fraternité*

SERVICE DE LA COORDINATION DES POLITIQUES
PUBLIQUES ET DE L'APPUI TERRITORIAL
BUREAU DES ENQUÊTES PUBLIQUES ET INSTALLATIONS
CLASSÉES

Arrêté du 1^{er} août 2024 portant prescriptions complémentaires à la société HOLCIM Haut-Rhin pour ses installations de production de ciment située à ALTKIRCH (68)

Le préfet du Haut-Rhin
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre national du Mérite

VU le Code de l'environnement, livre V, titre 1^{er} relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement et livre I, titre VIII relatif aux procédures administratives et notamment l'article R. 181-45 ;

VU le Code des relations entre le public et l'administration et notamment son article L. 121-1 ;

VU l'arrêté préfectoral du 3 avril 2001 portant autorisation d'exploiter en référence au titre du Titre Ier du livre V du Code de l'environnement ;

VU l'arrêté préfectoral du 7 mars 2006 concernant la société Holcim et son site d'Altkirch et : renforçant les prescriptions existantes, autorisant les modifications apportées au site, portant agrément pour l'élimination de pneumatiques usagés ;

VU l'arrêté préfectoral du 13 février 2020 réglementant les activités de fabrication de ciment et de co-incinération de déchets de la société HOLCIM Haut-Rhin située 1 route de Thann à Altkirch ;

VU l'arrêté préfectoral du 22 mars 2023 portant prescriptions complémentaires à la société HOLCIM Haut-Rhin pour la surveillance environnementale de son installation de production de ciment située à Altkirch ;

VU la demande de la société HOLCIM Haut-Rhin présentée par lettre datée du 26 avril 2024 relatif à l'arrêté préfectoral du 13 février 2020 ;

VU le rapport du 11 juin 2024 de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement, chargée de l'inspection des installations classées relatif à l'instruction de la demande présentée par la société HOLCIM Haut-Rhin par courrier daté du 26 avril 2024 ;

VU le courriel du 13 juin 2024 de l'inspection des installations classées transmittant le projet d'arrêté à la société HOLCIM Haut-Rhin ;

VU les observations communiquées par la société HOLCIM Haut-Rhin par courriel du 24 juin 2024 ;

Considérant qu'une distance d'exclusion de 50 mètres à partir des limites de propriété du site pour l'application des niveaux de bruit à respecter en zone à émergence réglementée était prescrite à l'article 12.2 de l'arrêté préfectoral n° 010845 en date du 3 avril 2001 susvisé et repris à l'article 12.2 de l'arrêté préfectoral n° 2006-66-2 du 7 mars 2006 susvisé ;

Considérant que la formulation du dernier alinéa de l'article 64.2 de l'arrêté du 13 février 2020 susvisé a renforcé cette prescription en rendant applicable le niveau de bruit à respecter en zone à émergence réglementée de la limite de propriété du site jusqu'à une distance de 200 mètres sans motivation ;

Considérant qu'il convient de rétablir le bénéfice de la zone d'exclusion de 50 mètres du niveau de bruit à respecter en zone à émergence réglementée ;

Considérant que l'article 64.1 de l'arrêté préfectoral du 13 février 2020 susvisé dispose que « les zones à émergence réglementées sont fixées dans le plan en annexe » ; que l'arrêté du 13 février 2020 ne comporte pas de plan en annexe représentant ces zones ; que l'arrêté préfectoral du 22 mars 2023 a comblé cette lacune en rendant à nouveau opposable le plan qui était antérieurement présent dans les arrêtés préfectoraux du 7 mars 2006 et du 3 avril 2001 susvisés ;

Considérant qu'il convient de préciser la localisation des points de mesure à effectuer en zone à émergence réglementée et de rappeler que l'emplacement des points de mesure en limite de propriété visés à l'article 64.2 de l'arrêté préfectoral du 13 février 2020 susvisé figurent également sur ce plan ;

Considérant que conformément aux dispositions de l'article R. 181-45 du Code de l'environnement, des prescriptions complémentaires peuvent imposer les mesures additionnelles que le respect des dispositions des articles L. 181-3 et L. 181-4 rend nécessaire ;

Après communication à l'exploitant du projet d'arrêté ;

Sur proposition du sous-préfet, secrétaire général de la préfecture,

ARRÊTE

Article 1^{er} : Identification

La société HOLCIM Haut-Rhin, dont le siège social est situé 1 route de Thann à Altkirch (68130), est tenue de respecter les prescriptions complémentaires définies aux articles ci-dessous pour l'exploitation des installations de fabrication de ciment qu'elle exploite à Altkirch.

Article 2 : Modification et compléments apportés aux prescriptions des actes antérieurs

Les prescriptions suivantes sont modifiées par le présent arrêté :

Références des arrêtés préfectoraux antérieurs	Références des articles dont les prescriptions sont supprimées ou modifiées	Nature des modifications
arrêté préfectoral du 13 février 2020	dernier alinéa de l'article 64.1	modifié
arrêté préfectoral du 22 mars 2023	annexe I cité à l'article 4	remplacée

Article 3 : Émergence réglementée

Les dispositions du dernier alinéa de l'article 64.1 de l'arrêté du 13 février 2020 susvisé sont remplacées par les dispositions suivantes :

« Au-delà d'une distance de 50 m des limites de propriété, les émissions sonores dues aux activités des installations ne doivent pas engendrer une émergence supérieure aux valeurs admissibles fixées dans le tableau ci-dessus, dans les zones à émergence réglementée. Les points de mesure des zones à émergence réglementée sont définies sur le plan annexé au présent arrêté ainsi que les points de mesure en limite de site mentionnés à l'article suivant, le 64.2. Ces emplacements pourront être complétés sur demande du service d'inspection ».

Article 4 : Annexe plan

L'annexe de l'arrêté du 13 février 2020 modifié susvisé et associée au plan mentionné au dernier alinéa de l'article 64.1 est joint au présent arrêté.

Article 5 : Modalités d'exécution

Article 5.1 – publicité

Une copie du présent arrêté est transmise au maire d'Altkirch pour y être consultée. Cet arrêté est affiché à la mairie pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire d'Altkirch.

Le présent arrêté est affiché en permanence et de façon visible dans l'installation, par l'exploitant.

L'arrêté est publié sur le site internet de la préfecture du Haut-Rhin pendant une durée minimale de quatre mois.

Article 5.2 – Frais

Les frais inhérents à l'application des prescriptions du présent arrêté sont à la charge de l'exploitant.

Article 5.3 – Droit des tiers

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Article 5.4 - Sanctions

En cas de non-respect des prescriptions du présent arrêté, il sera fait application des dispositions du chapitre Ier du titre 7 du Livre Ier du Code de l'environnement.

Article 5.5 - Exécution

Le secrétaire général de la préfecture du Haut-Rhin, le maire d'Altkirch et le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Grand'Est, chargé de l'inspection des installations, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie est notifiée à la société HOLCIM Haut-Rhin à Altkirch.

À Colmar, le 1^{er} août 2024

Le préfet,
Pour le préfet et par délégation,
le secrétaire général

signé

Augustin CELLARD

Délais et voies de recours (article R.181-50 du code de l'environnement).

La présente décision peut être déférée au tribunal administratif de Strasbourg :

- par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision leur a été notifiée ;
- par les tiers, intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3, dans un délai de quatre mois à compter de :
 - a) l'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R. 181-44 ;
 - b) la publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue au 4° du même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision. Les décisions mentionnées au premier alinéa peuvent faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

Tout recours administratif ou contentieux doit être notifié à l'auteur et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité. Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de quinze jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif ou du dépôt du recours contentieux (article R 181-51 du Code de l'Environnement).

ANNEXE I - Plan des zones à émergence réglementées

X : Emplacement des points de mesure en ZER à partir de 50 m des limites de propriétés du site visé à l'article 64.1 de l'arrêté préfectoral du 13/02/2020

A, B, C, D, E : Emplacement des point de mesure en limite de site visé à l'article 64.2 de l'arrêté préfectoral du 13/02/2020

